LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Paraît le mercredi • 18 Septembre 1968 | N° 9

NOUVELLES DES ENTREPRISES:

CITROËN,
ASSURANCES GÉNÉRALES,
ROUSSEL-UCLAF...

(Voir page 7)

EDGAR FAURE RETIRE SES FLICS DE L'UNIVERSITÉ

En septembre comme en mai

Le régime gaulliste peut être tenu en échec

LA police va quitter l'université. Du moins le ministre de l'Education nationale l'a-t-il promis au cours de sa conférence de presse tenue vendredi dernier.

Ainsi, une nouvelle fois le pouvoir recule face aux étudiants. Une nouvelle fois il retire ses flics des facultés.

Cela ne signifie sans doute pas que c'est là le dernier mot du pouvoir gaulliste. Depuis le 3 mai, qui marque le début de la guerre ouverte qui l'oppose aux étudiants, justement au sujet de la place et du rôle de cette même police au Quartier Latin et dans les facultés, il y a déjà eu de telles reculades du gouvernement. Ne serait-ce que celle de feu M. le premier ministre Pompidou, le 13 mai au soir, lorsque la Sorbonne, fermée, occupée, entourée par les CRS depuis plusieurs jours, fut abandonnée aux étudiants. Cela n'a nullement empêché le pouvoir de la faire réinvestir par sa flicaille à la première occasion, c'est-à-dire dès qu'il a jugé qu'il le pouvait sans remettre le feu aux poudres.

Vendredi encore tout en retirant ses flics, tout en promettant qu'aucune poursuite n'aurait lieu contre les étudiants qui ont saboté les examens du CPEM, Edgar Faure n'abandonna pas le ton menaçant.

Ceux qui refuseraient de passer l'examen dans les conditions fixées par le gouvernement sont promis à l'exclusion, au moins momentanée, de l'Université. Et surtout, a déclaré le ministre, « si les examens ne devaient pas se dérouler normalement nous en tirerons les conséquences », ce qui laisse à penser que si les policiers se sont retirés ce ne doit pas être bien loin.

Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui « il parait tout à fait impossible » au ministre, de faire passer un examen avec l'intervention de la police ». Noble conviction mais bien nouvelle aussi que s'est ainsi forgée Edgar Faure. Il ne se montrait pas tellement choqué, il n'y a à peine huit jours, de voir le Doyen de la Faculté des Sciences faire appel à des appariteurs plus familiers de toute évidence des rings et des bars mal famés, si ce n'est des couloirs de la préfecture, que des amphis.

En imposant le retrait des appariteurs-barbouzes et des flics-pions les étudiants ont infligé une défaite politique au régime.

Ce qui était en jeu avec cette rentrée universitaire c'était bien plus que la forme future des études médicales. Le gouvernement ne tient pas particulièrement au CPEM tel qu'on le passait ces dernières années. Il en a déjà accepté plus ou moins la réforme de principe. Et on a été quasiment jusqu'à garantir la réussite à ceux qui voudraient bien accepter de composer, dans le but d'amener la majorité des étudiants à s'incliner devant la volonté du gouvernement.

Mais ce que celui-ci voulait démontrer c'est qu'il était bien le maître, que l'ordre qu'il imposait était respecté, que le examens qu'il décidait étaient maintenus jusqu'à ce qu'il donne le feu vert pour les changer, en un mot que c'était son autorité, c'est-à-dire ses flics, qui saisaient la loi même dans les facultés, ces foyers d'anarchisme qui échappèrent quelques jours au mois de mai et juin à son autorité. Et cette démonstration le pouvoir voulait la faire non seulement pour les étudiants mais aussi pour le pays tout entier.

Et c'est cette démonstration que les étudiants ont fait échouer. Sur la question du boycott les candidats du CPEM étaient divisés. Si une grande partie était méfiante vis-à-vis des promesses de réforme, si beaucoup estimaient qu'il n'y avait aucune raison de passer un examen que tout le monde acceptait de condamner à brève échéance alors que les étudiants avaient fait des propositions concrètes pour le remplacer, d'autres aussi étaient prêts à l'accepter comme un mal inévitable ou pour ne pas perdre une année. C'est l'intervention de la police autour et dans les salles d'examen qui a amené la grande majorité à le saboter.

Beaucoup attendaient la rentrée universitaire, les uns avec appréhension et inquiétude, les autres avec intérêt et espoir.

En huit jours les étudiants en médecine ont apporté une réponse à ces questions. Ni le relatif échec de la grève générale (en regard du moins des espoirs que certains avaient mis en elle), ni la reprise en main de la situation par le pouvoir n'ont entamé en quoi que ce soit la détermination des étudiants.

Face à cette détermination la « victoire » électorale gaulliste du mois de juin n'a pas pesé bien lourd. Le Parlement a beau compter 350 députés de la majorité, le gouvernement Couve de Murville comme l'avait déjà fait celui de Pompidou au printemps a dû retirer ses policiers.

En mai, le recul imposé au pouvoir par les étudiants avait brusquement ravivé l'espoir d'autres couches sociales et surtout de la classe ouvrière, déclenchant un gigantesque mouvement de contestation du régime.

Certes on ne peut attendre de l'Histoire qu'elle se répète chaque fois de la même façon. Il ne suffit pas que le régime policier soit contraint de plier à l'université pour que la classe ouvrière se mette en grève.

Mais en démontrant aujourd'hui, exactement comme en mai dernier, que la force du régime gaulliste ne dépend que de la résignation de ceux qu'il trouve en face de lui, en démontrant qu'ils ne sont en rien ni démoralisés, ni vaincus, en démontrant qu'on peut toujours faire céder le pouvoir fort, les étudiants ont donné une nouvelle fois un exemple. Il ne sera certainement pas perdu.

LES COMITÉS D'ACTION ET LES PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES

(voir page 8)

LA LIBERTÉ DES EXAMENS: *UN ASPECT DES VOIES DE LA CULTURE*

★

Une des rues qui mènent à la Faculté des Sciences de la Halle aux vins à Paris où se déroulaient les épreuves du CPEM

(Photo U.P.I.)

APRÈS LES JOURNÉES U. D. R.

de La Baule

★

LES GODILLOTS EN ONT LOURD DANS LE SAC

(voir page 4)

TCHÉCOSLOVAQUIE

RIEN N'EST RÉGLÉ

(voir page 3)

Le box des inculpés au procès de Tunis. (photo U.P.I.)

Le procès de Tunis

Une grossière parodie de justice

104 inculpés, étudiants ou professeurs pour la plupart, comparaissent actuellement devant la Cour de Sûreté de l'Etat Tunisien. Bien qu'on n'ait pu les accuser d'autre chose que d'avoir des opinions politiques qui n'ont pas le bonheur de plaire au gouvernement Bourguiba (les principaux accusés sont en effet des Marxistes-Léninistes regroupés autour de la revue tunisienne « Perspectives »), ils devront répondre d'un complot contre l'Etat tunisien.

A l'origine de cela se trouvent les remous qui ont secoué l'université de Tunis en mars dernier. Il s'agissait alors d'obtenir la libération de l'étudiant socialiste Ben Jennet, condamné à 25 ans de travaux forcés pour des manifestations antisémites en juin 1967, auxquelles il n'avait pas participé et qui d'ailleurs avaient été organisées par les bourguibistes du néo-Destour.

Mais le gouvernement tunisien apparemment ne s'embarrasse pas de la moindre vraisemblance lorsqu'il décide de frapper les « gauchistes ». Il ne s'embarrasse pas trop non plus du respect de la légalité, même dans un procès qu'il est bien obligé de rendre public. C'est ainsi que des avocats, venus de l'étranger pour défendre les inculpés ou les assister, se sont vus refuser le droit d'avoir le moindre contact avec les détenus ou leur famille. Quant aux avocats chargés de la défense, ils sont pour les deux tiers d'entre eux, désignés d'office et triés sur le volet (le propre neveu de Bourguiba figure parmi eux); les avocats qui s'étaient tout d'abord proposé de défendre les inculpés avaient été, certains arrêtés, d'autres menacés, si bien qu'il n'en reste plus un seul qui ose se hasarder à prendre trop à cœur la défense de clients bien compromettants.

Les interrogatoires se déroulent en arabe, sans interprètes pour les observateurs étrangers, ce qui leur rend évidemment difficile la compréhension des interrogatoires. L'un des accusés refusait de répondre en arabe (il est israëlite) et disait ne comprendre que le français : on convoque donc un interprète, mais comme toute l'assistance pouvait alors suivre les débats sans difficultés, on renvoie l'interprète...

Peu après, on entend un inculpé qui effectue actuellement une peine de six mois de prison pour avoir rédigé un tract. Or le procureur l'accuse également de ce délit. L'accusé fait remarquer qu'il est déjà en prison pour cela, mais on lui répond inperturbablement qu'il se trompe et qu'il n'est jamais passé devant un tribunal!

En fait, peu importe, à Bourguiba que ce procès paraisse scandaleux, tant par la teneur de l'accusation que par la manière étrange dont il se déroule. Le but recherché est d'écraser toute opposition au régime, en faisant un exemple. Et la répression est d'autant plus dure qu'il s'agit d'intellectuels qui ne se contentent pas de revendiquer simplement davantage de libertés, mais qui se réclament du marxisme et de la révolution sociale. Non pas que la revue « Perspectives » et ses animateurs mettaient à court terme réellement en danger la dictature de Bourguiba — l'agitation étudiante n'a pas encore franchi les murs de l'université — mais les idées qu'ils diffusaient sur la collusion du régime avec l'impérialisme, sur la nécessité de la destruction de l'Etat, étaient autant de raisons à Bourguiba pour lancer ses sbires contre les propagateurs des idées révolutionnaires. Et en matière de répression, il semble avoir beaucoup appris de ses alliés impérialistes. A la question « Croyez-vous que notre police soit une Gestapo? », l'un des accusés au procès répondait sans hésiter; « Oui ».

Il est fort probable, vu la manière dont se déroule le procès, que la Justice tunisienne ne lésinera pas sur les condamnations. Mais une telle mascarade, loin d'affermir la dictature de Bourguiba, pourrait bien avancer sa chute. Il est peu probable que ce procès, et les condamnations qui en sortiront certainement, laissent indifférents les étudiants tunisiens et ceux qui refusent le régime. On a pourtant vu ces temps-ci en maintes occasions combien il était dangereux à la bourgeoisie de vouloir mater ses étudiants. En Allemagne, en France, au Mexique, la répression n'a réussi qu'à déclencher un mouvement encore plus puissant que celui qu'il fallait écraser. Bourguiba n'a peut-être pas d'autre choix que de recourir à la prison et à la torture, mais c'est que son régime est bien faible, et il n'a pas fini de se heurter à des oppositions comme celle des intellectuels qu'on juge en ce moment.

ISRAËL

"La ligne de front passe désormais par TEL-AVIV"

(Jérusalem Post)

Le bruit des trois bombes qui ont éclaté en Israel le 4 septembre dernier à midi dans la gare routière de Tel Aviv n'est pas prêt de s'appaiser.

Non pas que le nombre des victimes soit exceptionnellement élevé : dans une région qui n'a cessé de connaître des guerres depuis bientôt trente ans, 1 mort et 72 blessés pèsent finalement peu dans le compte des dizaines de milliers de victimes, juives et arabes, qu'ont provoqué les trois guerres de 1948, 1956 et 1967.

Ce n'est sans doute même pas le caractère terroriste de l'attentat qui choquera le plus la population : il ressemble beaucoup à ceux perpétrés par les nationalistes arabes le 18 août dernier à Jérusalem.

Mais ce qu'ont réussi à démontrer les nationalistes palestiniens par l'attentat de Tel Aviv, c'est qu'ils étaient capables de frapper, quand ils le voulaient, en n'importe quel point d'Israel. C'est pourquoi l'impact psychologique de ces bombes est considérable. C'est en effet la première fois depuis vingt ans qu'un attentat réussit en plein cœur de l'Etat juif.

Jusqu'à présent, depuis la guerre de 1948, la majorité de la population s'était habituée à vivre dans la hantise de la guerre aux frontières mais dans une relative sécurité au sein du territoire israélien.

Si le statu quo avec les états arabes n'était pas tout à fait la paix, il n'était pas non plus tout à fait la guerre. Et, excepté pour les habitants des kiboutzim des frontières, la guerre était finalement assez lointaine.

Aujourd'hui tout est changé. Demain à Haifa, à Beer Sheva ou de nouveau à Tel-Aviv, ou à Jérusalem, les organisations nationalistes arabes pourront encore frapper. Et cette insécurité permanente est l'élément nouveau de la situation politique.

Car comment vont réagir les autorités israéliennes? A court terme il est impossible de le savoir. Mais à long terme, si les Palestiniens continuent leur lutte, et rien n'indique qu'ils ne le feront pas, il est probable que le gouvernement israélien s'orientera de plus en plus ouvertement soit vers une solution à la sud-africaine, c'est-à-dire le parquage de la population arabe dans des zones réservées, soit vers son expulsion pure et simple en Jordanie et dans les territoires arabes voisins, la première de ces deux « solutions » pouvant servir d'étape préliminaire à la seconde. Bien sûr, il existe une autre voie à la solution de ce conflit, celle qui consisterait à reconnaître à la population arabe, aussi bien à celle « annexée » en 1967 qu'aux arabes israéliens, des droits égaux à ceux des citoyens juifs et même la possibilité de former un état indépendant et souverain.

Après l'attentat de la gare routière de Tel-Aviv. Photo A.F.P.

Mais du fait de l'attitude qui fut celle du mouvement sioniste depuis plus d'un demi-siècle cette solution est du domaine de l'utopie. Car toute la logique du mouvement sioniste a été la création, au sein de la Palestine arabe, d'un état « juif », sans jamais tenir compte de l'avis de la population autochtone. Ce qui amena tout naturellement les dirigeants sionistes a chercher l'appui des oppresseurs traditionnels des peuples arabes, la Turquie, le Kaiser, l'impérialisme anglais et aujourd'hui les stratèges du Pentagone. Avec de tels parrains il y avait peu de chances que les dirigeants sionistes mènent une politique internationaliste vis à vis des fellahs et des ouvriers arabes. Et de ce point de vue rien nest changé.

Victorieux en 1948, victorieux en 1956 aux côtés des impérialistes franco-anglais, victorieux en 1967 avec le soutien de ceux des U.S.A., le peuple d'Israel a volé de victoire militaire en victoire militaire mais a élargi à chaque fois un peu plus le fleuve de sang qui le séparait du peuple arabe.

La défaite de juin 1967 à la différence des précédentes a joué, en quelque sorte, un rôle de catalyseur dans la mobilisation de la population arabe. Aujourd'hui ce sont sans doute des milliers de jeunes arabes qui sont prêts à risquer leur vie pour tenter de mettre fin à la domination israélienne.

En réprimant les mouvements nationalistes des territoires occupés, la police et l'armée israélienne n'ont laissé aux militants arabes que les bombes comme moyens d'expression. Et ils continueront sans doute à s'en servir.

L'attentat contre des civils, même lorsqu'il répond à des exactions d'une armée ennemie, ne mène sans doute pas bien loin. C'est plus un geste de désespoir qu'une initiative politique. Mais ce désespoir les autorités israeliennes en sont les premières responsables. Et si demain elles continuent leur politique d'oppression, de répression et d'expulsion, il n'y aura peut-être plus d'arabes en Israel dans dix ans mais à ce moment, pour le monde entier, Israel sera devenu l'Afrique du Sud de l'Asie. Et tout le monde aura oublié, avec quelque raison, le « socialisme » des kibbutzim. **Voilà où a conduit le « sionisme socialisme » des pères de l'Etat juif.**

« Lutte Ouvrière »

est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

(Photo U.P.I.)

Signature d'un traité portant sur la livraison de gaz naturel par l'U.R.S.S. à la Tchécoslovaquie.

L'intervention russe et le traité de Moscou ayant contraint la Tchécoslovaquie à renoncer à des accords avec les économies occidentales, indispensables à sa survie économique, l'U.R.S.S. se voit contrainte d'y remédier, dans une mesure d'ailleurs insuffisante.

Tchécoslovaquie:

RIEN N'EST REGLÉ

Les troupes soviétiques ont quitté les grandes villes tchécoslovaques. Mais si les forces d'occupation ne sont plus présentes partout, à chaque carrefour, devant chaque bâtiment public, si leur présence ne rappelle plus à chaque instant au peuple tchèque sa condition de nation opprimée, cette oppression demeure et se renforce.

La bureaucratie russe multiplie les pressions pour obliger les dirigeants tchèques à « normaliser » la vie publique dans leur pays.

La censure est rétablie. La constitution d'organisations autres que celles du Front National est interdite. Le vernis de libéralisme que s'est donné le régime depuis janvier est en train de craqueler. En un mot, la Tchécoslovaquie est en voie de retrouver une situation « normale », normale à la façon de la bureaucratie moscovite.

Pourtant la situation n'est pas stabilisée, et ne peut pas l'être de la manière actuelle.

Le maintien de l'équipe de Dudcek est l'aveu continuel que les soviétiques ne sont pas parvenus à leur but. Certes, Dubcek dans son dernier discours télévisé encore, confirmati l'instauration de la censure, la fin d'un certain nombre de libertés politiques. Mais il a aussi, réaffirmé la volonté des dirigeants d'assurer la marche vers un « socialisme plus humain », d'assurer la non-ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie.

Malgré sa capitulation à Moscou, malgré le fait qu'il cède pas à pas aux exigences du Kremlin, Dubcek continue à apparaître comme le dirigeant national. Un dirigeant national qui a dû céder, capituler, mais qui n'est pas l'homme des russes. Comme tel, il continue à représenter, à sa façon, les espoirs du peuple tchécoslovaque, ses aspirations à la libéralisation du régime et à la liberté nationale. Qu'il reste à la tête du Parti a une signification politique précise, avant tout pour le peuple tchèque. Il signifie que les russes sont obligés de composer avec les aspirations nationales, faute de mieux.

Sa présence est un symbole, mais en même temps le ciment de l'unité nationale anti-russe, de la complicité entre toutes les couches d'une nation opprimée.

Ce n'est pas pour rien que les russes n'ont pas abandonné l'idée de constituer une équipe de rechange, ce n'est pas pour rien que les observateurs sont à l'affût du moindre signe pouvant annoncer le limogeage de Dubcek, ce n'est pas pour rien que des pressions considérables sont exercées sur les Husak ou les Mlynar qui commencent à prendre figure d'éventuels successeurs.

Il n'est pas indifférent que l'instauration de la censure ou l'interdiction de dire quoi que ce soit de vexant pour les Soviétiques soit annoncée par un Dubcek ou par un homme de paille imposé par les russes. Dans le premier cas, la population interprêtera les interdictions comme une mesure que l'appareil d'Etat national lui-même subit contre son gré et sous la force, mais qu'il ne se hâtera d'appliquer que dans les domaines facilement contrôlables par les russes. Elle décèlera derrière les protestations d'amitié les plus chaleureuses à l'égard de l'URSS un clin d'œil complice qui ne fera que l'encourager davantage à faire étalage de ses sentiments anti-russes.

Pour annihiler complètement, sinon les aspirations, du moins l'espoir de les voir se concrétiser, les bureaucrates ne peuvent s'arrêter à des demi-mesures. Il leur faudrait épurer de fond en comble tout l'appareil d'Etat national, la police, l'armée, en mettant des russes à tous les leviers de commande, il leur faudrait exercer une terreur sans relâche à tous les niveaux de l'Etat national, et enfin et surtout, il leur faudrait engager l'épreuve de force avec la population. Et pour commencer, il leur faut éliminer Dubcek qui est malgré tout et peut-être même malgré lui, le symbole des aspirations que l'armée russe est venue annihiler.

Ce sera peut-être la prochaine étape de l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Car il n'est vraiment pas possible de prévoir si les dirigeants bureaucratiques de la Russie seront arrêtés par l'abjection, par le crime monstrueux que serait le massacre des forces vives — nous ne parlons pas ici de Dubcek lui-même mais de tous ceux qui ont confiance en lui — de toute une population.

Une large file de soldats russes quitte Prague pour s'installer dans la banlieue.

(Photo U.P.I.)

BIAFRA:

DE GAULLE "AMI DES PEUPLES"

Le jeudi 12 septembre, la Télévision a consacré son émission de « Magazine Information » au Biafra. Elle nous a montré des documents particulièrement dramatiques sur la guerre sans pitié qui se mène là-bas : L'opposition existant entre les troupes nigérianes, bien nourries, en tenue de combat « à l'occidentale », largement équipées de matériel anglo-russe ; en face, les soldats ibos, se battant pour la simple survie de leur peuple, non équipés, allant à l'attaque avec un fusil pour trois hommes — le survivant prenant le fusil des mains de celui qui se faisait tuer — et 10 balles par fusil.

Des images difficilement soutenables de soldats biafrais ne restant pas dans l'hôpital et fuyant sur les routes, condamnés alors à une mort certaine, des grappes d'enfants, aux immenses yeux au regard fixe, livrés à une lente agonie physiologique.

Un Biafrais invité à cette émission devait prendre la parole pour remercier De Gaulle et le gouvernement français de l'aide apportée au peuple biafrais.

En quoi consiste cette aide et pourquoi, alors que l'Etat indépendant du Biafra semble presque totalement anéanti, le gouvernement français joue-t-il « la carte du Biafra » ?

Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom de l'indignation ressentie devant le génocide des Ibos, le gouvernement français décidait... le 12 juin 68 l'interdiction des livraisons de matériel de guerre commandé par le Nigéria, c'est-à-dire par Lagos, commande intervenue après mai 67, date de l'indépendance du Biafra. (Il est vrai que selon certaines affirmations, des avions français auraient débarqué des armes à Lagos... le 22 juillet dernier !)

D'autre part le général de Gaulle reconnaissait publiquement,... le 31 juillet 68, le droit du peuple biafrais à l'autodétermination ; et l'ORTF offrait ses antennes à la diffusion des atrocités commises au Biafra et communiquait les appels des organismes charitables recueillant les secours pour les populations ibos.

La prise de position de De Gaulle devait déclencher, à l'époque, les attaques de la presse britannique qui dénonçait là une manœuvre du gouvernement gaulliste, se saisissant ainsi d'une carte possible à jouer au cas où la fin des combats entraînerait la reconnaissance d'un Etat biafrais : les puits de pétrole et les richesses minières étant situés dans la région du Biafra, le gouvernement français pouvait ainsi se réserver la possibilité de se voir accorder des avantages particuliers dans l'exploitation de ces richesses à dominante actuelle germano -anglo-américaine.

Certes, ces richesses pour le moment sont inutilisables et l'Etat biafrais semble en bien mauvaise posture, mais le gouvernement français n'a rien à perdre en jouant cette carte, il a même tout à gagner. Car d'une part, il n'est pas impossible que la résistance héroique du peuple Ibo et l'indignation que soulève son extermination n'obligent les puissances qui soutiennent militairement le Nigéria à arrêter le massacre et à finalement admettre l'existence d'un Etat biafrais.

D'autre part, le gouvernement gaulliste peut ainsi, à bon compte, tenir le rôle de défenseur des petites nations contre les grandes puissances, de défenseur du droit des peuples à l'autodétermination. Cela lui permet de continuer la politique du « Québec Libre » ! à défaut de l'avoir pratiquée en mai 58 en Algérie, à défaut de l'appliquer aujourd'hui pour la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et les populations Toubous du Tibesti à qui on envoie au contraire « nos » parachutistes.

L'aide du gouvernement gaulliste à l'Etat biafrais, tardive et toute gratuite n'est donc que tactique et très circonstanciée. Mais malheureusement pour le peuple Ibo, il pourra, en plus, payer cher un jour, l'aide qu'un général français aura apporté à un général biafrais. Car lorsque les mineurs ou les ouvriers du pétrole biafrais voudront se libérer de la tutelle de leurs exploiteurs, ils pourront trouver en face d'eux, outre leurs propres forces de répression, celles revêtues de l'uniforme léopard, que le gouvernement français enverra au titre des accords passés avec des chefs d'Etat « indépendants ».

La sensibilité de nos gouvernats est très nuancée et très orientée, leur hypocrisie est permanente et sordide.

Le procès des "panthères noires"

HUEY P. Newton, l'un des dirigeants des Panthères Noires, organisation d'autodéfense des noirs, qui passait en jugement à Oakland (Californie) sous l'inculpation de meurtre d'un agent de police, a échappé à la chambre à gaz.

Il était arrêté le 28 octobre dernier lorsqu'à la suite d'une interpellation policière des coups de feu avaient été tirés, Huey Newton était blessé et l'un des policiers blancs tué. Bien qu'il ait toujours affirmé ne pas avoir tiré sur le policier, Huey Newton a été reconnu coupable « d'homicide volontaire ». Il a échappé à la peine capitale, mais il risque encore de 2 à 15 ans de prison.

Le jury avait été sélectionné d'une façon particulièrement soignée. De nombreuses questions avaient été posées aux jurés éventuels pour examiner leur « impartialité », dont la suivante : « Admettez-vous la peine de mort ? » (les lois de l'Etat de Californie l'admettent en cas de meurtre). Tous ceux qui répondaient de façon négative étaient élminés, ce qui empêchait tout libéral de siéger. Et bien sûr le jury était blanc ! D'après « The Militant » du 9 août, un noir aurait été accepté comme juré. Il devait sûrement présenter toutes garanties d'Oncle-Tomisme pour être accepté et pour accepter de siéger dans un procès de cet ordre !

Les Panthères pour leur part, réclamaient un jugement de NEWTON par ses pairs — des travailleurs noirs —, ce qui est un droit garanti par la constitution des USA.

Evidemment, il n'était pas question de satisfaire une telle revendication.

« Libération de Huey », tel était leur slogan et d'après « The Militant » plus de 3 500 manifestants se pressaient devant le tribunal d'OAKLAND le 15 juillet lors de l'ouverture du procès.

L'agitation faite dans tout le pays autour du procès ; le fait que toutes les organisations d'extrême gauche noires et blanches se soient mobilisées pour dénoncer cette tentative d'assassinat légal ont dû jouer. Mais surtout a dû entrer en ligne de compte la peur de la réaction des noirs, car le procès a aussi été popularisé par tous les grands moyens d'information du pays.

Huey NEWTON était jugé dans sa ville, et tous les noirs d'OAKLAND savent que les Panthères se sont dévouées à la cause de leur communauté. Ils savent qu'en permettant la condamnation à mort d'un de ceux qui les défendent, ils sont tous visés. Et c'est sûrement de leur réaction que le tribunal a eu peur. Et pas seulement de la réaction des noirs d'Oakland, mais de ceux de tout le pays. Car bien que les Panthères soient faibles numériquement et quoi qu'on puisse penser de leur programme, c'est l'organisation la plus combattive et celle qui essaie effectivement d'organiser les noirs les plus deshérités sur la base de leur quartier, de leur « communauté » dans les ghettos. Et sa légende grandit.

L'assassinat de Martin Luther King a soulevé les noirs dans tout le pays, la condamnation à mort d'une Panthère le pourrait aussi. Et de toutes façons, elle ferait lever des milliers de Noirs prêts à prendre sa succession.

Condamner NEWTON à mort dans un procès qui à l'échelle du pays apparaissait comme un enjeu politique n'a pas été possible. Mais la « Liberté immédiate pour Huey P. NEWTON » reste encore à imposer.

Photo A.F.P.

Edgar Faure, avec quelques parlementaires U.D.R., à son arrivée à La Baule (le tenant par le bras : Jeanneney).

Après les Journées U.D.R. de la Baule

LES GODILLOTS EN ONT LOURD DANS LE SAC

TANDIS que le chef de l'Etat tenait le devant de la scène, la semaine dernière se déroulaient à La Baule les journées d'études des parlementaires UDR.

Ce n'était pas le premier congrès du style, mais il était apparu après la victoire gaulliste aux élections de juin dernier, que l'équipe des féaux inconditionnels tenait à s'appuyer sur un véritable « parti de gouvernement ». La fiction était donc rapidement mise en place et les mots « dialogue » « participation » prenaient une acception particulièrement savoureuse quand ils s'appliquaient aux rapports de la majorité et du gouvernement.

Au départ les choses avaient l'air assez simples. Georges Pompidou soi-même avait donné le ton. Il s'agissait de « participer » à la confiance que chacun ne pouvait manquer d'avoir dans la politique du général de Gaulle.

Mais à la Baule, tout se compliqua singulièrement. Le débat sur la réforme de l'Université était au cœur de ces journées d'études, et Edgard Faure trouva autant de contestataires devant lui qu'au colloque de la Salpêtrière ! Visiblement l'immense majorité des parlementaires U.D.R. réprouvait les projets du ministre de l'Education nationale, trouvait qu'il faisait la part beaucoup trop belle aux « fauteurs de désordres » et que rien ne justifiait une telle politique de faiblesse après le « sursaut national » des dernières élections. Suprême injure, Edgar Faure fut traité par M. Sanguinetti « d'homme de la IVe » (IVe République évidemment).

Pour convaincre son auditoire Edgar Faure eut des élans magnifiques, du genre : « on me dit qu'il y a opposition au sein de la majorité. Où veut-on donc qu'il y en ait ? Où y a-t-il ailleurs que dans la majorité des idées sur la réforme de l'enseignement ? » Et plus loin se répétant un peu : « Un étudiant m'a dit un jour : on ne peut pas être révolutionnaire dans un gouvernement du général De Gaulle. Je lui ai répondu : où pourrait-on être révolutionnaire, sinon dans le gouvernement du général De Gaulle ? ». Mais cela ne flatta guère les Fanton et autres Sanguinetti d'être assimilés aux très respectables révolutionnaires du gouvernement de De Gaulle. Il fallut toute l'autorité de Pompidou pour apaiser des débats d'ailleurs inachevés. Jouant les médiateurs, les hommes de bon sens et de raison, il parvint à éviter une condamnation formelle d'Edgar Faure par le congrès.

Heureusement pour le congrès qui aurait aujourd'hui belle mine ! Car si le débat a été si vif, si l'opposition a été si large et si tranchée, c'est que depuis quelques jours, voire depuis quelques semaines, la position d'Edgar Faure semblait bien compromise. Le sphynx de l'Elysée évitait toute démonstration publique de soutien. Faure paraissait agir seul, et à titre expérimental. Sa politique de libéralisation était à ce point contredite par Marcellin et ses sbires, que personne ni les étudiants, ni les parlementaires ne pouvaient lui faire confiance. Aux yeux de ces derniers surtout, il jouait une carte perdue d'avance, mieux encore il servait à amuser la galerie, tandis que se préparaient les véritables mesures d'autorité susceptibles de régler par la trique les désordres universitaires.

Or Edgar Faure n'était pas seul. Le retrait des forces de police des facultés et de leurs accès, est une mesure qu'il n'a pu prendre qu'avec l'assentiment de son collègue de l'Intérieur et en fin de compte avec celui du général De Gaulle lui-même.

Mis en cause par tous, officieusement blâmé par ses « camarades » de parti, Edgar Faure agit en accord avec le gouvernement et la politique décidée.

Il ne peut s'en dégager qu'une seule conclusion, c'est que le gouvernement lui-même ne tient aucun compte de la volonté de la majorité et qu'en dernier lieu c'est toujours De Gaulle qui décide et lui seul. C'est là qu'apparaît le caractère bonapartiste du régime malgré toutes les apparences démocratiques mises artificiellement en place. De Gaulle fait appel au pays lors des élections ou des référendums, puis, fort de la confiance ainsi sollicitée il règle ensuite à sa guise les problèmes décisifs sans consulter personne, avec le seul concours de son équipe de fidèles inconditionnels.

Les députés U.D.R. viennent de l'apprendre. Ils ne comptent pour rien. Ils servent à faire la majorité, un point c'est tout. Ce sont des subordonnés, ils n'ont que le droit d'obéir. Quand ils ont cru qu'ils pouvaient foncer comme à la Baule, il s'est trouvé un Pompidou pour les apaiser, les rassurer et en fin de compte les manœuvrer. Pompidou s'est conduit beaucoup moins comme le dirigeant d'un parti, que comme l'homme de gouvernement qu'il n'a finalement jamais cessé d'être. Et tous ceux qui avaient parié sur « l'opposition » au sein de la majorité se retrouvent aujourd'hui bien remis à leur place. Bel exemple de « participation » à la De Gaulle, d'autant plus significatif qu'il ne sort pas de la majorité !

Et belle leçon pour tous ceux qui dans le pays ont voté pour l'ordre, pour la répression, pour la réaction, ils sont finalement tenus dans le même mépris par le pouvoir que l'ensemble de la population. Ils se trouvent dans la situation des Français d'Algérie actuellement rapatriés qui, il y a dix ans, portèrent De Gaulle au pouvoir pour que vive l'Algérie française ! De Gaulle se sert de leurs voix pour mener une politique contraire à leurs sentiments, mais en fin de compte conforme à ce qu'il pense être les intérêts généraux de la bourgeoisie. Ces intérêts semblent passer aujourd'hui par la réforme Faure, demain ils seront peut-être de nouveau servis par la politique des Fanton et des Sanguinetti.

DU GÉNÉRAL... AUX PARTICULIERS

Le général a dit : Exécution. Le général président, dans sa conférence de presse du lundi 10 septembre a défini SA politique devant 900 journalistes. Les stylos, les machines à écrire, les rotatives ont aussitôt entrepris d'exécuter le thème essentiel de la conférence : la Participation. Pour la presse écrite et parlée la Participation consiste à informer d'abord, à interpréter, à justifier ensuite, les paroles du chef. Car on chercherait en vain dans les paroles et les écrits de tous ces messieurs une simple contestation.

Pour les représentants de la Presse le travail consiste à **informer** et à expliquer quelquefois en interprétant la politique du Chef. Car on peut écouter la radio ou feuilleter les journaux on aurait du mal à y trouver la moindre contestation sur le fond. Pour tous il ne fait aucun doute que les éudiants doivent étudier, les travailleurs travailler et le capital capitaliser des profits toujours plus substanciels. Les critiques aux déclarations du Général sont fort nombreuses mais elles vont toutes dans le même sens : l'appui et la garantie du système capitaliste. Si certaines paroles, certains arguments ou certaines formules sont mises en doute c'est uniquement par crainte de susciter une opposition trop violente qui risquerait de provoquer à nouveau des désordres sociaux ou des troubles politiques.

Le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy n'est pas le dernier à déplorer la brutalité de l'argumentation gaulliste : C'est que, dit-il : « Nous voulons **seulement** que l'on reconnaisse notre autorité et que l'on en tienne compte, pas uniquement dans les périodes chaudes des conflits sociaux, mais de façon constante pour tout ce qui intéresse les travailleurs ». Autrement dit le secrétaire de la CGT regrette que le général De Gaulle tourne un peu trop délibérément le dos aux syndicats, qui lui ont tellement rendu service pour résoudre la crise de mai-juin. Et tout ce qu'il réclame c'est **seulement** qu'on reconnaisse son autorité.

Le général lui, se contente de reconnaître la nécessité de réformes.

Ces réformes, elles, ont pour lui un sens bien précis. Il ne s'agit nullement d'accorder plus de droits, plus de moyens, plus de libertés aux travailleurs. Le monde dans lequel nous vivons, dominé par la machine (lire par le Grand Capital) ne permet pas une telle débauche. Ce qu'il faut c'est trouver les moyens de persuader ceux qui produisent toutes les richesses qu'ils n'en sont pas les maitres, que leur devoir est de servir, et d'accomoder les structures politiques pour que personne ne puisse se libérer du joug du Capital.

Pour le Général de Gaulle ces réformes sont nécessaires. Mais pas d'autres. Et encore convient-il de les réaliser dans l'ordre, dans la légalité. Dans l'ordre cela veut dire dans l'ordre bourgeois dont il est le défenseur. Toute contestation de cet ordre est qualifiée de subversion et en butte à la répression.

Mais le Président de la République, qui tient tant au respect de la légalité par les autres, ignore probablement qu'une loi de 1936 fixe le **maximum** de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures. Ce qui signifie que ceux qui travaillent doivent pouvoir vivre décemment en faisant au maximum 40 heures de travail par semaine.

A-t-on vu le Président de la République se soucier de faire respecter cette loi. L'a-t-on vu perdre les dispositions nécessaires pour que les structures économiques et politiques puissent garantir aux travailleurs de vivre décemment avec une durée du travail limitée au maximum à 40 h. N'était-ce pas un des objectifs essentiels des grèves des mois de mai-juin ? Pour imposer le respect d'une loi vieille de plus de 30 ans, mais qui est en faveur des travailleurs, il faut du temps, de la patience. Mais pour augmenter les prix, restreindre les libertés politiques, aggraver les conditions d'existence des travailleurs, il suffit d'une loi, d'un décret, d'une ordonnance applicable en quelques semaines et même en quelques jours.

Ceux qui pensaient qu'à la suite des mouvements de mai et juin le Pouvoir serait contraint de mettre un peu d'eau dans son vin, de lâcher quelques concessions peuvent être déçus. Même le gaulliste de gauche Vallon trouve les positions du Général De Gaulle en retrait sur ses déclarations précédentes.

Alors, la seule conclusion, c'est celle que les étudiants et les travailleurs clamaient dans les manifestations de mai et juin : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat. »

La conférence de presse de De Gaulle... Vue par le photographe de l'A.F.P.

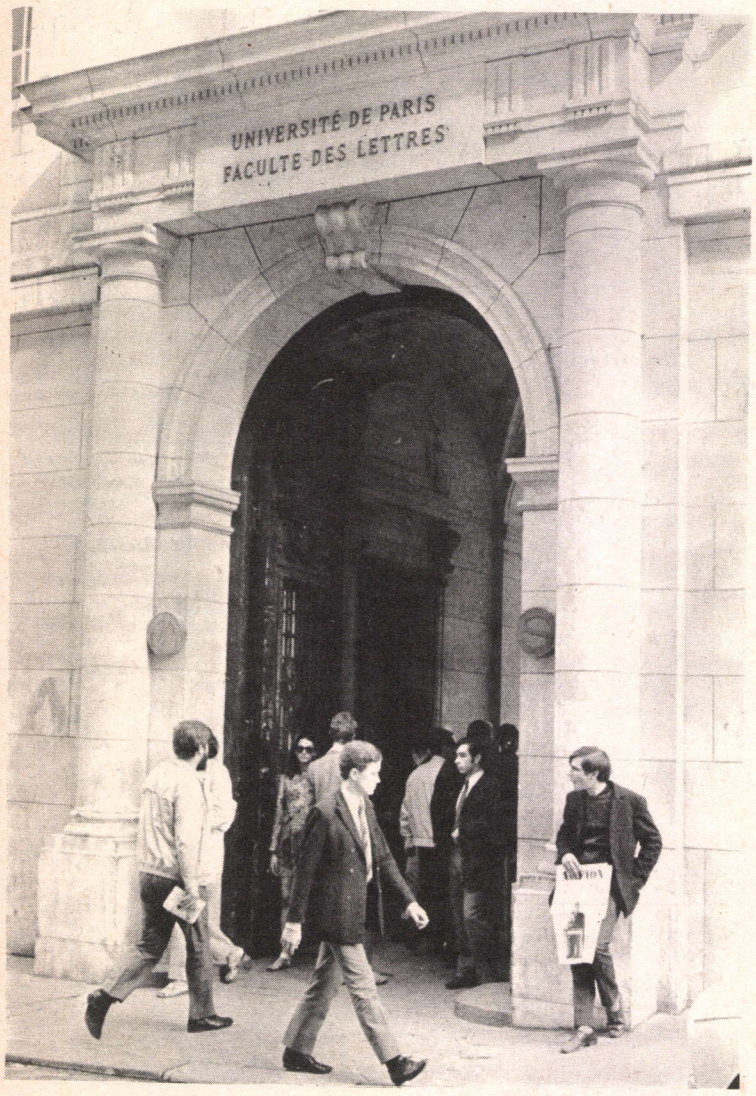
La conférence de presse de De Gaulle, avec, au fond, une brochette de ministres souriants.

Photo A.F.P.

... l'état d'esprit de certains milieux intellectuels qui s'indisposent des réalités, surtout quand elles sont rudes...

... Et telle entre autres, que l'a vue SINÉ dans le journal ACTION

LA SORBONNE RÉOUVERTE
les étudiants reviennent...



(Photo A.F.P.)

... Les vendeurs d' « Action » aussi

★

La liberté des examens.

(Photo A.F.P.)

A la Faculté des Sciences d'Orsay, des membres du Comité d'Action des étudiants en médecine expliquent à leurs camarades pourquoi ils sont partisans du boycott des examens.
Sur l'affiche : une guillotine dont la lame porte la mention « examen ».

"L'HUMANITÉ"
toujours du côté de l'ordre

LA rentrée universitaire ne s'opère pas sans heurts ; les examens, qui ont débuté par ceux du C.P.E.M., ne se sont guère déroulés « normalement », malgré les appels à la « raison », les adjurations et les menaces émanants de tous bords : du doyen Zamansky, à la quasi-unanimité de la presse, en passant par toutes les « autorités » possibles. L'Union des Etudiants Communistes a, une nouvelle fois, mêlé sa voix au chœur de tous les gens « raisonnables » et « réalistes » déclarant au début de la semaine dernière :

« Les éléments de divers groupes gauchistes, étudiants et enseignants, tentent de perturber la tenue de ces examens par divers artifices. Le pouvoir lui-même maintenant la présence dans les salles d'examen « d'appariteurs » d'un genre spécial, contribue à créer un climat favorable à des provocations.

« Le secteur santé de l'U.E.C.F. exprime la profonde inquiétude de l'ensemble des étudiants d'être lésés par la situation qui est créée. Il les appelle à ne pas permettre que leurs examens soient perturbés contre leur volonté. »

Le mot est laché. Ainsi donc, une fois encore, les terrifiants « gauchistes » se manifestent, intervenant pour rompre ce bel ordonnancement que préparaient Edgar Faure, Zamansky et consorts, ce bon ordre universitaire que Marcellin se tenait prêt à faire respecter.

L'« Humanité » sentant de nouveau l'odeur de soufre que dégage les hérétiques, est donc répartite en guerre de plus belle.

Par la plume de Charles Sylvestre, qui, déjà, en mai-juin dernier avait sévi avec ardeur, elle attaque. Pas tant, d'ailleurs, la manœuvre d'Edgar Faure qui tentait une opération politique, en voulant à tous prix faire passer une parodie d'examens, dans le but de vider l'action et les revendications des étudiants en médecine de leur contenu ; pas tant, non plus, les mesures policières prises par Zamansky. Non ! s'il n'y avait que cela, eh bien, comme les années précédentes, l' «Humanité » serait sans doute satisfaite de la situation. On nous aurait peut-être gratifié d'un article déplorant la « grande misère de l'enseignement », la « sclérose des examens », et puis, tous en chœur, chacun aurait attendu l'année suivante, que les examens se présentent... dans les mêmes conditions.

Mais cette fois, les « gauchistes », puisque c'est ainsi que Charles Sylvestre désigne les étudiants qui refusent les manœuvres gouvernementales et les diktats policiers — ils représentaient, la semaine dernière, la majorité des étudiants concernés, tous les prêcheurs de soumission ont dû en convenir — les « gauchistes » donc, ont lancé le pavé dans la mare.

Alors, comme aux plus beaux jours de mai, Sylvestre se déchaîne. Le style n'a pas changé, les procédés restent le mêmes : la calomnie et l'amalgame.

Ainsi écrit-il dans l'« Humanité » du lundi 9 septembre :

« En réalité, les politiciens de la J.C.R. (trotskystes), du P.S.U. ou de tels autres groupes gauchistes qui ont proposé le boycott sont assez indifférents, quoi qu'ils en disent, aux problèmes de la médecine et de l'Université. Leur objectif est de s'assurer, dès la rentrée, le contrôle de la masse des étudiants pour en disposer à leurs fins propres comme d'une masse de manœuvre. On peut d'ailleurs se demander quels sont leurs buts politiques véritables, notamment par rapport à la ligne gouvernementale.

Le ministre de l'Education nationale lui-même recherche évidemment la coopération avec les gauchistes pour faire plus aisément les réformes au seul profit du grand capital et en sauvegardant les intérêts. »

Reconnaissant ensuite, la réelle influence que les « gauchistes » continuent d'exercer sur une masse importante d'étudiants, il explique ainsi les désordres :

« Les origines d'une telle confusion sont aujourd'hui assez aisément discernables. Des étudiants gauchistes se sont appuyés sur un certain mécontentement des étudiants de la Faculté de médecine (où les modalités d'un examen précipité n'ont pas été discutées) pour provoquer un déroulement irrégulier.

Le contrôle et le renforcement policiers ont fait le reste pour jeter le trouble .» ("L'Humanité" du 13-9.)

Donc, si il n'y avait pas eu les « gauchistes » pour s'appuyer sur le mécontentement des étudiants, tout se serait passé dans l'ordre, l'ordre de De Gaulle, E. Faure et de Zamansky, les opérations policières ne constituant qu'une maladresse !

On pourrait multiplier les exemples d'une telle prose, qui, comme en mai-juin, tient lieu, pour le P.C.F., d'explication de l'agitation étudiante.

Mais il faudra bien que « L'Humanité » en convienne, la résolution des étudiants, qui n'étaient pas décidés à se soumettre aux règles policières, a fait plier le gouvernement.

Ainsi E. Faure a dû faire droit à certaines revendications étudiantes, Zamansky, le doyen qui introduisit à la Faculté des Sciences « un personnel d'un genre plus que doutetux» ("L'Humanité" du 14-9) est désavoué.

« L'Humanité » va-t-elle s'en prendre enfin aux responsables. Samedi 14 septembre, dans un pavé intitulé « une provocation », elle met en cause le professeur... Geismar, en des termes que ne désavouerait pas, Marcellin, ministre de l'Intérieur :

«...Que penser des agissements d'un professeur de la Faculté qui, assisté d'une équipe d'une centaine de ses partisans étudiants, déjà coupables d'avoir jeté le trouble en incitant à la fraude, en dénaturant le déroulement des épreuves, se poste dans la cour de la Faculté, vient avec son commando insulter le doyen et le menace de voies de fait ? Ceci à l'instant même où le retrait des policiers va être décidé grâce à l'intervention des étudiants et professeurs soucieux, eux, des intérêts véritables des universitaires !

Il n'est pas d'autre mot que celui de provocation pour qualifier de tels agissements dont l'objectif ouvert est, une fois de plus, de remettre en marche l'engrenage : troubles, répression policière.

Faut-il maintenant préciser que le professeur en question s'appelle Alain Geismar, qu'on a vu à l'œuvre en mai avec ses commandos « gauchistes » qui ont si bien alors servi le Pouvoir au détriment des intérêts des étudiants et de la démocratie ?

Un son de cloche que l'on avait entendu, il n'y a pas si longtemps. Cette fois encore, le P.C.F. a choisi le camp de l'ordre, contre les étudiants. Il s'y retrouve encore une fois, en bien vilaine compagnie.

Des membres de l'ancien Comité d'occupation tiennent une conférence de presse dans les locaux retrouvés.

(photo U.P.I.)

... Mais pendant ce temps, le ministre interdisait un meeting sur l'O.R.T.F., à la Faculté de Droit.

(Photo A.F.P.)

Sur les affiches : « ici ghetto universitaire », « Faculté de Droit, faculté de se taire » et « fermé pour cause de participation ».

Le M.U.R. du silence

DEPUIS la fin juin les groupements d'étudiants dits « modérés » se sont multipliés tant à Paris qu'en province. Il ne se passe pas désormais un seul jour sans que « le Monde » passe un communiqué du M.U.R., du C.L.E.R.U., du M.E.N., du M.N.U. ou du C.E.R.C.L.E.

Le but de tous ces mouvements est, paraît-il, de démontrer au public que les vrais étudiants sont pour la réforme dans l'ordre et le calme. Il s'agit de faire croire que les Comités d'Actions des différentes facultés (qui ont le soutein de l'UNEF) ne groupent qu'une poignée d'enragés nullement représentatifs du milieu. La plupart de ces mouvements ont d'ailleurs, en juillet et août, affirmé clairement que, dès la rentrée de septembre, ils apparaîtraient au grand jour et disputeraient aux « extrémistes » la direction du mouvement étudiant.

En fait les examens du CPEM en médecine ont montré ce qu'était leur existence réelle. Contre Edgar Faure et sa flicaille la plupart des étudiants se sont rangés derrière le Comité d'action. Et tant l'ANEMF que l'UCEM et le CEF, organisations «modérées» des étudiants en médecine, ont été incapables de faire quoi que ce soit... sinon des communiqués

En fait le point commun de toutes les organisations étudiantes «modérées» est de n'avoir une existence réelle que lorsque les étudiants sont en vacances.

Et il est probable qu'il en sera de même pour les S.A.P. (autonomes), l'A.D.U. et le C.L.N.R.E., organisations « modérées » de professeurs qui sont nées elles aussi pendant les congés d'été.

Tous ces groupuscules sont en fin de compte l'image de leurs maigres troupes : débiles, réactionnaires, mais prêts à rentrer sous terre dès que les vrais problèmes se posent dans le milieu qu'ils sont censés représenter.

Prenons acte !

PARMI le fratras d'imbécilités débitées ces temps derniers à propos de la réforme universitaire, il en est une qui revient souvent : tolérer les débats politiques dans les établissements d'enseignement reviendrait à mettre entre les mains des agitateurs révolutionnaires des moyens d' « intoxication » considérables. Ce serait le viol des consciences. Ce serait l'endoctrinement organisé.

Ainsi donc le gouvernement qui possède déjà directement ou indirectement le monopole de l'information par les ondes, qui règne sur la presse, le cinéma, qui tient en tutelle l'enseignement et s'adjoint le concours de la religion, aurait quelque chose à craindre des quelques discussions « accordées » dans les amphithéâtres et les salles de classes ! il faut croire alors que les idées des révolutionnaires ont un pouvoir formidable et que celles des bourgeois en place sont d'une fragilité de vieille ruine branlante.

Ce n'est pas nous qui le disons ; ce sont eux !

COURRIER DES LECTEURS

Chers Camarades,

Votre tribune libre traduit les divisions qui entre-déchirent les révolutionnaires. Avec peut-être une certaine naïveté après 15 ans de combat au sein du mouvement ouvrier j'avoue ne pas comprendre.

Il importe peu que nous soyions des anarchistes, des trotskystes, des maoïstes, des membres de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. ou de la C.F.D.T., ce qui importe à mon sens avant tout c'est l'Union de tous les hommes libres qui refusent d'accepter la société capitaliste et veulent modeler l'avenir à l'image de leur idéal. Le reste n'est que littérature. Mes camarades révolutionnaires sont tous mes frères, quelles que soient leurs étiquettes.

Bien fraternellement.

Claude B., Fontenay-sous-Bois.

C'est aussi notre avis, et c'est à en convaincre tous les révolutionnaires que nous nous employons.

★

Chers Camarades,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le n° 5 de *Lutte Ouvrière*, et en particulier l'article sur « la question du Parti ». Je suis étudiant et militant syndicaliste à l'U.N.E.F. L'analyse que *L.O.* fait de mai, de la nécessité du Parti, des erreurs anarcho-petites bourgeoises, de la nécessité de la démocratie ouvrière au sein du Parti est parfaite en tout point, et faisant partie de ce que vous semblez appeler les « sectaires », je suis sincèrement enchanté de la justesse de vos analyses et de vos positions. Un tel article est fait pour faire renaître l'espoir d'une unification des forces révolutionnaires en France. Mais...

Deux choses et plus précisément une impression générale me choquent un peu, je l'avoue.

1° Vous dites « qu'il s'agit d'organiser ceux qui existent potentiellement ». Cela me semble un peu de l'utopie, ou alors je comprends mal le terme « potentiellement », mais je suis prêt à en discuter.

2° Les remarques sur les camarades pro-chinois, qui affichaient des portraits de Staline, qui encourageaient à la « dénonciation des groupuscules trotskystes... dont le but essentiel est de détourner les travailleurs de la voie révolutionnaire marxiste-léniniste » (programme de l'ex-P.C.M.L.F.), qui appelaient au « Front populaire » (voir la « Révolution permanente »), à « unir tout ce qui peut être uni », etc., me semblent non seulement peu mûres, mais encore dangereuses. Pour me racheter je dirai qu'avec les défunts militants de *V.O.* et de l'ex-F.E.R., les militants de l'ex-U.J.C.M.L. étaient les meilleurs militants de mai.

En ce qui concerne la possibilité même de construction du Parti, que je souhaite évidemment et pas du tout avec une seule organisation, je crains que ce ne soit qu'un vœu pieux.

Je voudrais simplement vous rappeler les Assises de l'U.N.E.F. en juillet où d'un côté les « sectaires » qui faisaient les mêmes analyses (à peu près) que vous, se heurtèrent à de prétendus trotskystes, dont l'organisation « continuait », qui nous abreuvèrent des thèses les plus réformistes et qui firent les analyses les plus petites-bourgeoises quand aux organisations de masses et qui n'hésitèrent pas pour nous contrer à faire alliance avec le P.S.U. pour finir de désintégrer le seul syndicat étudiant.

Sont-ce des amis, j'en doute, sont-ce des trotskystes, je ne le crois pas (eux d'ailleurs ne se réclament plus de Trotsky). Peut-on espérer une alliance avec ce que Lénine et non Séguy a défini comme des gauchistes et qui ne manqueraient pas comme leurs copains du « 22 Mars » de dire que « le centralisme démocratique engendre le stalinisme » (sic,) que « les structures du syndicat étudiant freinent la lutte » que comme le disait Sauvageot, avec son idiotie coutumière « le P.C.F. n'a pas trahi le mouvement parce que nous savions dès le départ qu'il le trahirait ». (Phraséologie très P.S.U.). Si être « sectaire » c'est dénoncer le réformisme, les illusions petites-bourgeoises, le stalinisme et même le « gauchisme » quand il tend à l'aventurisme pur et simple (Guévarisme), dans le style de polémique parfois féroce qui fut celui de Lénine et de Trotsky, alors je suis fier d'être « sectaire », car vouloir à tout prix, rapidement, et avec n'importe qui, fonder le *Parti* me semble être une décision bien grave, bien que, évidemment, elle peut être correcte.

Le débat reste ouvert et j'aimerais qu'il se poursuive dans vos colonnes, avec franchise et dureté, comme c'est la tradition du mouvement ouvrier ; si, bien sûr, vous vous voulez les représentants de la démocratie ouvrière.

Amitiés Révolutionnaires !

Vive la Révolution prolétarienne internationale !

S.G.

Nous répondrons tout d'abord à ce correspondant qu'il ne suffit pas d'être féroce, dur et franc (dans le sens des deux mots précédents) pour égaler Lénine et Trotsky.

Lénine ne dédaignait ni les « gauchistes » ni quiconque et il apportait beaucoup de sérieux à discuter même les opinions de ceux qui ne l'étaient pas. A plus forte raison les tendances actuelles de l'extrême-gauche française, qui n'ont pas encore eu la possibilité de sélectionner et de former des cadres de l'envergure de ceux que tu cites, doivent-elles être prudentes dans l'anathème et l'excommunion. Nous ne croyons certes pas que toutes les idées se valent, loin de nous cette opinion, mais nous croyons, et cela fermement, que le dévouement, l'engagement de tous les militants de mai est équivalent.

Il est évident que l'unité que nous concevons ne consiste pas à taire les divergences, à interdire la critique du présent ou du passé, elle consiste à continuer à défendre ses idées, toutes ses idées, tout en faisant ensemble tout ce qui peut l'être. Et à l'heure actuelle, c'est énorme. Le « sectarisme » n'est pas ce que tu dis, nous nous dirions alors, avec entrain, sectaires en chœur ! Le sectarisme c'est, au contraire, avoir peur de la discussion. C'est vivre replié, en s'inventant une éthique à son usage propre, afin d'éviter la « contagion ». C'est remplacer la critique impitoyable des idées par celle des personnes, méthode héritée du stalinisme et non de Lénine (il est difficile de faire la première sans faire en même temps la seconde, il est vrai, mais il est oh combien facile, en revanche, de faire la dernière sans faire la première).

A ce propos, tu nous en excuseras sans doute mais, ta lettre n'étant pas signée, nous en avons supprimé les noms des militants que tu mettais en cause à propos du Congrès de l'U.N.E.F.

Ceux qui croient détenir « le programme » n'ont rien à perdre à le défendre au sein d'un tel regroupement. Ceux qui croient que la « défense du programme » leur impose de tourner le dos à cet effort, ne s'en rendent peut-être pas compte, mais ils renient tout l'héritage du trotskysme et se condamnent, eux et peut-être toute l'extrême-gauche car ils en font partie intégrante, à l'isolement et à la stérilité politique (quand il n'y a pas de sérieux organisationnel, c'est-à-dire pas de sens des responsabilités, il ne peut pas y avoir non plus de sérieux au niveau de l'élaboration politique).

En tous cas nous ne croyons certes pas utile un quelconque accord (fut-il possible) sur la cessation des « polémiques réciproques ». Le socialisme est une question de conscience : la critique lui est plus que nécessaire, elle lui est indispensable.

Est-ce qu'en ce qui concerne les camarades pro-chinois, par exemple, que tu reconnais avec nous comme les militants valables qu'il sont, la meilleure façon de leur faire juger, et éventuellement apprécier, ce que sont les militants trotskystes n'est-elle pas justement de leur proposer la construction, en commun, d'un parti révolutionnaire ou militants et doctrines pourraient s'affronter réellement, alors que dans la situation passée, pour ne pas parler de la présente, ils ne s'affrontaient pas réellement mais s'ignoraient, chacun prêchant dans son désert (bien à lui et rien qu'à lui !).

Quant aux militants à qui tu refuses l'étiquette trotskyste et qui d'ailleurs, il est vrai, ne la revendiquent pas toujours, es-tu bien sûr qu'ils n'auraient pas leur place dans un tel parti ? Si tu crois cela, réellement, tu fais une lourde erreur d'appréciation. Ils ne sont ni meilleurs ni pires que ceux de toutes les tendances que tu cites, et à ce titre, non seulement ils y ont leur place, mais, comme ceux de toutes les autres tendances, ils sont indispensables.

Evidemment, bien des questions ne seraient pas résolues par cette seule unification, il reste le programme. Mais un programme cela s'élabore. Pour l'élaborer, il faut des militants capables, réellement responsables, c'est-à-dire liés aux luttes du prolétariat. La création, en commun, d'un regroupement révolutionnaire, est la seule possibilité d'en donner les moyens à l'extrême-gauche.

★

Réflexions sur la question du parti suscitées par « Lutte Ouvrière » N° 5.

Personne ne nie sérieusement (vous faites justement la part d'un extrêmisme spontanéiste très circonstanciel) que pour « continuer le combat », la formation d'un parti révolutionnaire soit urgente **et** indispensable.

Il est évident que ce parti devra être un parti de masses, qui dispose déjà comme critère de la référence mai-juin 68, c'est-à-dire qu'il devra regrouper au minimum **l'ensemble** de tous **ceux qui étaient à Charléty. Le problème principal sera posé en ce sens par les militants et sympathisants du P.S.U., la plus importante des organisations qui se sont situées à gauche du P.C.F. pendant les « événements » (et, à mon sens, déjà avant). Ce serait là pour le P.S.U. l'occasion de sortir de l'impasse où le maintiennent ses notables ex-S.F.I.O., acculés devant le problème F.G.D.S. entre la scission et le virage à l'extrême-gauche : malaise dont la démission de Mendès France est sans doute un symptôme.**

La référence au P.S.U. est intéressante, car le nouveau parti révolutionnaire se formerait comme s'est formé le P.S.U. (avec un fort appoint de militants ayant quitté d'autres partis, voire en ayant été exclus), et serait comme lui divisé en tendances. De même, le principal problème qui se poserait à lui serait celui de ses rapports avec le P.C.F. (beaucoup de conditionnels, que je souhaite voir s'effacer bientôt).

Il faudrait alors se garder d'une attitude puriste et irresponsable, et prendre exemple, je crois, sur le P.C.F. lui-même (à qui il faut rendre cette justice qu'il sait traiter habilement ses « alliés » sociaux-démocrates). Il faut remarquer également que le P.C.F. est avant tout sensible, avec un pragmatisme éprouvé, aux rapports de force. Si son attitude envers les « gauchistes » (d'ailleurs jugée exagérée par certains de ses militants) s'explique par son sentiment d'être menacé, mais aussi par le fait qu'ils étaient ultra-minoritaires. La hargne excessive envers les tentatives du parti « pro-chinois » vient de là, je crois : à partir du moment où il n'y aurait plus à sa gauche des groupuscules, mais un véritable parti, le P.C.F. prendrait avec réalisme une autre attitude.

Conclusion : nous devons prendre exemple sur le P.C.F. dans la mesure où ses méthodes sont justes. Ainsi, dans le même temps qu'il fera tout pour empêcher la formation du parti que nous voulons, nous ne devrons jamais oublier que, quoi qu'il en soit, la révolution ne sera jamais possible sans le concours actif (sous-entendu : forcé ou de plein gré) du P.C.F. Qu'il faudra par conséquent tôt ou tard aboutir à un accord avec lui, en particulier sur la cessation des polémiques réciproques. Et à plus forte raison que la direction néo-stalinist du P.C.F. est moins importante, à longue échéance, que la masse des militants et de l'électorat communiste, et que l'idéal serait d'exercer sur le P.C.F. une attraction suffisante pour le rapprocher de nos positions.

Le mouvement de mai 68 en France semble l'occasion de réussir ce qui a toujours échoué : il faut donc la saisir immédiatement. Que faites-vous concrètement dans ce sens ?

Gérard L., Lille.

A la dernière question nous répondrons que nous sommes un journal et que nous faisons concrètement tout ce qu'il est possible de faire à un journal : nous défendons cette position au sein de l'extrême gauche et ouvrons nos colonnes à tous ceux qui se sentent concernés par ce problème majeur.

Par ailleurs, pour en revenir au fond, nous concevons bien que le parti qu'il est possible de créer à l'heure actuelle est sensiblement délimité par les participants au meeting de Charléty. Le premier article que nous avons consacré à cette question y faisait d'ailleurs allusion. Mais il est non moins évident, qu'en ce qui concerne le P.S.U. tout dépend de quelle façon ses militants et sympathisants qui ont participé et bien souvent animé le mouvement de mai concevront leurs rapports avec ceux que tu appelles ses « ex-notables S.F.I.O. » Plus exactement tout dépend du choix qu'ils feront entre le regroupement que nous souhaitons et l'alliance, au sein d'un même parti avec ces « ex-notables », car il est bien évident que les notables en question ne supporteront pas la cohabitation libérale et fraternelle avec des anarchistes, des trotskystes et des pro-chinois. A notre avis le choix que feront ces militants et sympathisants du P.S.U. vers une optique résolument révolutionnaire, au lieu de l'action réformiste et électoraliste qui était la leur, en tout cas jusqu'à mai, avec l'efficacité que l'on sait, ce choix donc sera certainement décisif pour la création d'un parti révolutionnaire. Il n'est donc pas question, pour nous, de les ignorer. Nous voudrions seulement les convaincre qu'ils ne peuvent participer, voire impulser, un tel regroupement de toutes les tendances révolutionnaires que s'ils acceptent un parti où les rapports entre les tendances soient d'un tout autre style qu'au sein du P.S.U. Il n'est pas possible, il serait vain et utopique d'en parler, d'unifier toutes les tendances actuelles de l'extrême-gauche sans une liberté totale d'expression, y compris publique ou en exigeant que la ou les minorités se plient à toutes les décisions d'une majorité arithmétique (et à plus forte raison aux maquignonnages de professionnels de Congrès). Avant que les règles majoritaires puissent fonctionner, il faut faire surgir une direction qui prouve ses capacités et gagne la confiance de tous : cela ne peut se faire que dans un tout autre climat que celui qui règne au sein de tous les partis actuels.

Quant aux rapports avec le P.C.F., sa base, son électorat, nous ne les voyons pas exactement de la même façon que toi. Il est vrai que le P.C.F. est pragmatique, il est vrai que le P.C.F. sera plus tolérant envers un parti qu'il serait incapable de ne pas tolérer. Et pour que le P.C.F. soit « réaliste » envers un parti révolutionnaire, il faudrait que celui-ci soit bien fort et sache bien se faire respecter. Nous n'en sommes pas là. Nous avons encore beaucoup d'intolérance à craindre de la part du P.C.F. (le P.C. est très tolérant pour le P.S.U. « en bloc », mais il l'est beaucoup moins pour ceux de ses militants qui, dans les entreprises, se sont opposés à lui durant la grève et ont joué un rôle parfois décisif).

"L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME"

DANS une conférence de presse donnée jeudi dernier, Charles Berg, qui fut on le sait un des dirigeants de l'une des 11 organisations révolutionnaires dissoutes par le décret du 12 juin dernier, la « Fédération des Etudiants Révolutionnaires », (F.E.R.) a annoncé la naissance de « l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme ».

Berg n'a pas caché que la nouvelle organisation compterait sans aucun doute dans ses rangs des anciens militants d'organisations aujourd'hui dissoutes. Le fondement de la décision d'interdiction prise par le gouvernement contre ces organisations est déjà, au regard de la légalité bourgeoise elle-même, plus que douteux. Tout le monde sait parfaitement et le gouvernement tout le premier, qu'il n'y a eu ni formation de milices armées, ni complot. On voit mal sous quel prétexte on pourrait empêcher ces militants d'adhérer maintenant à une organisation légale — et l'AJS est une organisation qui se veut parfaitement légale — de leur choix.

Charles Berg ne pense pas que le gouvernement veuille se saisir de ce prétexte pour accentuer la répression commencée avec l'interdiction, et qu'il mette donc en question le droit des militants socialistes et révolutionnaires à continuer, dans le cadre des lois existantes, leur combat. Nous souhaitons évidemment que Berg ait raison. « Lutte Ouvrière » en tout cas est parfaitement solidaire des camarades de l'AJS sur cette question de la défense des libertés démocratiques.

Nous ne pouvons aujourd'hui ni résumer ni donner notre sentiment sur l'analyse de la situation et des perspectives que fait aujourd'hui l'AJS. La conférence de presse — seule manifestation à ce jour de la nouvelle organisation — est un exercice qui peut par trop prêter au schématisme pour que nous n'attendions pas des prises de positions plus explicites avant de juger. Nous pourrons d'ailleurs le faire sous peu et tous nos lecteurs également puisque l'AJS a l'intention de publier un mensuel, « Jeune Révolutionnaire ».

Nous avons pourtant relevé dans les propos tenus et les intentions exprimées par Berg une contradiction qui nous semble évidente.

L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme « n'est pas une organisation trotskiste » a souligné Berg. Elle se veut une « organisation de masse » regroupant les jeunes, étudiants et ouvriers, sur une base socialiste et révolutionnaire, et comprenant trotkystes et non-trotkystes.

Pourtant, répondant par avance à la question de l'éventuelle unité ou coordination des différentes tendances révolutionnaires au sein d'un mouvement commun — idée que défend, on le sait, « Lutte Ouvrière » — Berg a répondu par un non sans appel : « Nous n'avons aucun projet de fusion ou d'accord avec qui que ce soit ». Pour les dirigeants de l'AJS, revenant sur l'idée même qui préside à la constitution de leur organisation, « on ne peut créer une organisation révolutionnaire qu'à partir d'un programme précis ». Mais alors quel programme ? Celui qui figure sur la déclaration remise à la presse par l'AJS est suffisamment vague pour convenir à tout le monde ! Serait-ce le programme de transition qui fut le programme de fondation de la IV° internationale ? Mais pourquoi alors dire que l'on veut organiser des non-trotskystes ?

Ainsi d'un côté on prétend vouloir, dans le processus qui doit mener à la naissance d'un parti révolutionnaire dans ce pays, regrouper dans une même organisation des militants révolutionnaires ayant d'importantes divergences entre eux, mais d'un autre côté on refuse d'envisager tout regroupement avec d'autres tendances révolutionnaires.

Qu'est-ce que cela signifie donc ?

Est-ce hypocrisie ? et les jeunes militants de l'AJS n'auront-ils que le droit de ne pas être de la même tendance que leur direction à condition de n'appartenir à aucune autre. Ou bien tout simplement illogisme ?

● Nouvelles de Roussel U.C.L.A.F.
On n'est jamais si bien servi que par soi-même, . . . pensent les ouvriers

A Roussel - Uclaf - Romainville, la « Fabrication » de l'usine 4 compte environ 200 ouvriers. Trois secteurs la composent : fermentation, filtration et extraction.

Durant toute la grève de mai-juin ce sont les ouvriers de fabrication qui ont été les derniers à rentrer ; certaines équipes de fermentation ont même repris avec 24 heures de retard sur les autres, malgré les appels de la C.G.T. à rentrer « pour poursuivre la lutte à l'intérieur. »

Suite à la grève, il y eut peu de répression et de brimades, sauf dans quelques labos. Dans les ateliers c'était plutôt le contraire, le moral n'était pas trop bas et certaines revendications étaient maintenues. La Direction s'est même sentie obligée de dialoguer et de céder un peu :

Quelques avantages ont été consentis aux 3 x 8 : la prime de continu passe de 20 à 25 %, la prime de panier est augmentée.

En extraction, la maîtrise a fini par accepter de recevoir les délégués élus directement par les 4 ateliers bien que deux seulement aient le titre officiel de délégués du personnel. Les quatre délégués ont été élus ou désignés directement par les ouvriers de chaque atelier pour les représenter auprès de l'ingénieur du chef d'atelier ou auprès du chef de service après le mouvement de mai.

Lundi 16 septembre, ces 4 délégués devaient être reçus par le chef de service au sujet de revendications du secteur. Pour appuyer leur démarche, ils firent circuler une pétition auprès du personnel des 4 ateliers pour protester sur le manque d'augmentation et sur le retard dans les réajustements.

A peine une heure après le début des signatures, les dirigeants CGT et CFDT accouraient car, ô sacrilège, cette pétition était rédigée sur un papier sans en-tête, sans sigle syndical — puisque ces délégués avaient été élus en dehors de leur appartenance ou non à un syndicat.

« Vous voulez saboter les syndicats »... « Faire le jeu de De Gaulle, la participation »... etc, proclamèrent les dirigeants syndicaux. D'abord grosse surprise. Eux que l'on ne voit jamais d'habitude, cette fois-ci, en si peu de temps !..

« Votre papier ira directement à la poubelle »... « Il ne représente personne »... « Seuls les papiers syndicaux sont légaux et eux seuls pourront avoir le dialogue ». En conclusion, ils voulaient, « unitaires », que l'on rajoute aux papiers les 3 sigles des 3 syndicats.

La pétition étant commencée, c'était difficile. Les délégués d'atellers étaient sûrs de la valeur de ce qu'ils faisaient mais ils tinrent tout de même à reconsulter ceux qui avaient déjà signé en leur expliquant les problèmes posés par les représentants syndicaux.

Et là, surprise pour certains. A part un ou deux ouvriers qui se montraient nettement hostiles aux syndicats, presque tous les autres sans être anti-syndicat refusaient pourtant que les sigles soient rajoutés.

« Les syndicats ne font rien et dès que nous on démarre un truc ils veulent nous mettre la main dessus » ... « Pas d'histoires avec les syndicats, ils s'engueulent tout le temps, restons entre ouvriers ça marchera beaucoup mieux... »

Les 3 sigles n'ont pas été rajoutés.

Que certains représentants de syndicats ne soient pas d'accord avec l'initiative des délégués « d'atelier », cela peut être un point de vue. Mais alors que ces messieurs nous expliquent : quand les ouvriers de fermentation et de filtration ont des problèmes, parce qu'on veut leur imposer un nouvel horaire qui ne leur convient pas, et qu'ils veulent soit revenir à l'ancien horaire soit qu'on leur propose autre chose, qui va parler pour eux auprès de la maîtrise ? Pas un seul délégué syndical ne travaille dans ce service. Et là, il n'y a pas d'apparition même éphémère d'un seul délégué syndical ! Ce sont les contremaîtres qui parlent au nom des équipes avec la Direction et tous les ouvriers sont loin d'en être satisfaits.

Peut-être que si les ouvriers de ce service avaient, comme en extraction, nommé des délégués d'atelier, pour les représenter et défendre leurs revendications, là les délégués patentés auraient soudain apparu... pour crier au sabotage des syndicats !

Vraiment ces messieurs ne craignent pas le ridicule !

le premier ministre se fâche

Si les étudiants ne peuvent s'imposer une discipline, si les parents n'ont aucune « influence sur leurs enfants et « si les autorités universitaires « sont incapables ou n'osent pas « remplir leurs devoirs à l'égard « du soi-disant pouvoir étudiant, « l'Etat a non seulement le droit, « mais encore le devoir d'inter- « venir, et c'est ce que le gou- « vernement est déterminé à fai- « re. Ce qui ne saurait être to- « léré... et ce qui ne le sera pas « est que leurs manifestations « perturbent l'ordre, au détri- « ment des autres étudiants dé- « sireux de poursuivre leurs étu- « des ».

Cette déclaration digne d'un Pompidou des beaux jours de juin émane du premier ministre... de l'Afrique du Sud, John Vorster. La-bas les étudiants sont entrés en lutte pour protester contre la discrimination raciale dans les Universités, qui n'a pas l'air d'ailleurs de gêner beaucoup les « étudiants désireux de poursuivre leurs études ». Quant aux termes de la déclaration elle-même elle montre la pauvreté d'imagination dont font preuve les gouvernements bourgeois pour justifier la répression contre les étudiants en lutte.

● A CITROEN-JAVEL la C.G.T. en faveur de la récupération

UN tract CGT diffusé le vendredi 13 septembre au matin a provoqué l'indignation d'un grand nombre de travailleurs et de militants de chez Citroën. Il semble même que certains, qui avaient adhéré à la CGT pendant la grève, aient déchiré leur carte syndicale.

Pourquoi cette colère ?

Le tract de la C.G.T. intitulé « Maintenir, consolider et élargir les avantages acquis » est une condamnation sans équivoque de ceux qui continuent le mouvement contre la récupération quotidienne.

« Aujourd'hui ce sont les mêmes « (c'est-à-dire les gauchistes) qui « poussent les travailleurs à pour- « suivre des actions minoritaires » peut-on lire dans ce tract.

« Depuis la rentrée ce ne sont que « quelques centaines de travailleurs « qui continueraient à ne pas récu- « pérer, et la direction, sentant le « terrain propre à diviser le person- « nel, poursuit ses manœuvres de « récupération, allant même jusqu'à « perdre de l'argent... C'est pourquoi « notre syndicat C.G.T. a considéré « de son devoir d'informer les tra- « vailleurs de cette situation en les « avertissant qu'il pensait inopportun « de poursuivre l'action contre la « récupération sous cette forme. »

Mais bien entendu la C.G.T. ne propose aucune autre forme de lutte contre la récupération.

Les bonzes syndicaux s'en tirent par des généralités sans aucune portée pratique du genre : « Les travailleurs doivent préserver leur unité pour développer leurs actions sur les revendications importantes encore insatisfaites », ou bien : « Dans l'unité, pesons de toute notre force sur la direction ». Mais comment ?

En fait, depuis la rentrée de septembre, la C.G.T. n'a strictement rien tenté de faire pour lutter contre la récupération contrairement à ce qu'elle avait solennellement promis aux travailleurs après la reprise du travail.

« Bien sûr, le protocole d'accord admet le principe de la récupération des heures de grève » expliquaient les bonzes syndicaux aux ouvriers « mais dans la pratique, nous rendrons caduque cette clause en organisant la lutte contre la récupération dès la rentrée ».

Au début septembre un assez grand nombre de travailleurs ne récupérait pas. Mais peu à peu, faute de directives de la part de ceux qui étaient sensés organiser la lutte, c'est-à-dire la direction syndicale, beaucoup d'ouvriers ont cédé aux pressions de plus en plus fortes que faisaient peser sur eux les agents de secteurs (c'est-à-dire les flics) de Bercot.

Ceux qui refusaient de récupérer étaient souvent mutés, quelquefois licenciés. Les travailleurs immigrés étaient convoqués chez les chefs de service qui leur faisaient comprendre clairement qu'en cas de refus, leurs contrats de travail ne seraient pas renouvelés. Face à cela qu'a fait la C.G.T. ? Rien. Il n'y a pas eu une seule réunion syndicale et pour ainsi dire aucune propagande sur le sujet.

La direction a ainsi peu à peu isolé les travailleurs les uns des autres et les a fait céder.

Et le premier tract que sort Doiselet, permanent C.G.T. du XV^e^ arrondissement, sur ce sujet, demande aux militants qui tiennent bon d'arrêter le mouvement.

Pour la plupart d'entre eux, la position de la C.G.T. est apparue à juste titre comme une nouvelle trahison, d'autant plus que l'argumentation syndicale pour justifier cette position est que de nouvelles négociations vont s'ouvrir dans la première semaine de novembre avec la direction et que d'ici là il s'agit de se tenir tranquilles.

Mais pour avoir refusé d'organiser une lutte vigoureuse contre la récupération, les bureaucrates du syndicat ont complètement isolés leurs militants face à la plupart des travailleurs dégoutés et « repris en main » par les agents de secteur.

Aujourd'hui ces mêmes militants mènent des actions « minoritaires » et sans grand espoir, la faute en revient avant tout à la direction C.G.T.

Ainsi la C.G.T. vient de se discréditer un peu plus chez Citroën. Elle vient aussi de montrer clairement à de nombreux travailleurs que les véritables ennemis du syndicat sont les bureaucrates incapables qui se trouvent à sa tête et non les révolutionnaires qui les critiquent.

AUX ASSURANCES-GÉNÉRALES (Richelieu-Drouot)

LA DIRECTION PREPARE OCTOBRE

AUX Assurances Générales, comme partout, ceux qui furent les plus actifs et les plus enthousiastes dans la grève de mai, ce furent les jeunes. Trois mois après la reprise du travail, c'est en eux que reste vivant « l'esprit de mai » ; Ce sont eux qui — aux yeux de la Direction et des cadres serviles — incarnent le danger d'une reprise du « désordre ».

La hargne et le désir de se venger de leur peur d'alors, ne pouvait manquer d'exciter ces tristes sires, contre tous ceux qui ont eu une part active dans la grève. Bien entendu, ce sont les plus vulnérables, ceux qui ne sont pas encore titulaires, qui ont été les premiers atteints par la répression.

C'est ainsi qu'au moins quatre licenciements ont eu lieu depuis juillet. La Direction a d'ailleurs, pour l'occasion, adopté une tactique nouvelle dans l'entreprise : le licenciement suivi d'une réembauche dans un autre service, ce qui entraîne, à la veille de la titularisation, de refaire une nouvelle période d'essai, et d'être à nouveau soumis à l'arbitraire du premier chefaillon venu pendant 3 ou 6 nouveaux mois.

La Direction tente ainsi de créer la crainte du lendemain chez les employés ayant moins d'un an de présence. Il faut dire que la Direction est bien secondée en celà par les syndicats qui n'ont entrepris aucune campagne d'agitation contre ces licenciements inadmissibles, sans aucun fondement, et en contradiction flagrante avec un des préalables aux discussions sur la reprise du travail : « aucune sanction ne pourra être prise pour fait de grève ».

Pour les employés, la seule défense possible devant ces attaques de la Direction et devant l'incurie des syndicats est de tenter de s'organiser eux-mêmes. Un comité de liaison s'est constitué par lequel les employés cherchent à maintenir les liens qu'ils ont créés entre eux pendant la grève, à dénoncer tous les abus dont ils ont connaissance, et a envisager une action pour s'y opposer.

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6^e^

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Dans l'enseignement secondaire

UN SILENCE de mauvais aloi

A quelques jours de la rentrée scolaire dans les lycées et collèges, il semble que se soit établie la conspiration du silence. Ni l'administration, ni les syndicats n'ont fait parvenir la moindre information.

Pendant tout l'été des commissions de travail (élues par qui ? responsables devant qui ?) ont travaillé avec le ministère de l'Education Nationale à mettre au point un projet de réforme qui doit encore être discuté au gouvernement pour être applicable dès le 27 septembre.

De ce projet on ne connait que les grandes lignes. De la position de la FEN, on ne connaît également que les « grandes lignes ».

Or, ces mesures doivent régler la vie administrative et pédagogique des lycées dans le détail, dès la prochaine rentrée. Nul parmi le personnel enseignant n'en connait encore la teneur...

A ce silence, deux explications d'ailleurs complémentaires : La première c'est que rien n'est prêt et la rentrée risque de se faire dans une pagaille monstre (le recul de la date fixée pour la rentrée d'abord au 11 septembre puis au 23 et enfin au 27 septembre en témoigne éloquemment). La seconde c'est que syndicat et administration se méfient des réactions des enseignants et comptent sur l'ignorance et la routine pour assurer une reprise confuse certes mais en « douceur ».

C'est un pari dangereux, car la colère est grande aussi bien chez les élèves que chez les professeurs. A suivre.

LES COMITÉS D'ACTION ET LES PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES

LES camarades militant au sein des Comités d'Action du XX^e arrondissement de Paris nous ont posé des questions qui soulèvent des problèmes qui ne sont nullement propres à cet arrondissement. Ces problèmes sont bien terre-à-terre, mais au fond, ils ont tous trait aux possibilités d'action des C.A., à leurs perspectives et enfin aux rapports entre les différentes tendances qui se retrouvent dans le cadre de ces C.A.

Les comités d'Action en sont pour ainsi dire tous à chercher leur place ou, pour employer une expression pompeuse à la mode, leur vocation propre. La période de montée de mai-juin a relégué bien des difficultés au second plan, ou plus exactement, elle les a résolus aussitôt qu'elle les a posés. Les C.A. se retrouvaient comme des poissons dans l'eau dans ce déploiement large d'activités spontanées qui caractérisa cette période, et cela d'autant plus qu'ils furent eux-mêmes dans la plupart des cas l'expression de cette vague de montée spontanée.

Le reflux dû à la reprise du travail à la consolidation du régime, aux vacances scolaires, etc, a mis fin à cette période où il suffisait de se laisser porter par le courant. Il a laissé des structures, les Comités d'Action, au sein desquelles se retrouvent aussi bien ceux que le mois de mai a éveillé à la conscience révolutionnaire, que ceux qui ont une conviction de longue date.

Les uns découvrent, les autres redécouvrent ou vérifient, que les liens entre les révolutionnaires et les masses ne sont pas de même nature, n'exigent pas le même type d'effort, la même activité au temps d'une relative « paix sociale » qu'en temps de montée. Il y a trois mois, il suffisait d'écouter les masses pour trouver un langage qui permettait d'être écouté d'elles, tout en restant sur des positions révolutionnaires. Aujourd'hui, il faut se préparer à un travail plus patient, de longue haleine dont la nature, le but et les moyens, sont à discuter en premier lieu. Et cette découverte pose aussitôt le problème « quoi faire et comment ? », que les militants des Comités d'Action connaissent bien, une question dont la solution semble se compliquer par le fait qu'il est posé par des comités qui regroupent des révolutionnaires appartenant à de multiples tendances .. ou à aucune...

Bien souvent, les énergies se dispersent dans des discussions stériles, reprises à l'occasion de la rédaction de chaque tract, de chaque affiche, discussions décourageantes lorsqu'elles aboutissent à l'abandon de l'idée même du tract ou de l'affiche, faute d'avoir pu se mettre d'accord. Ces discussions ne sont cependant stériles que dans la mesure où elles mettent la charrue avant les bœufs, elles se déroulent sur des questions de détail très secondaires par rapport aux tâches que peuvent remplir les C.A. et où leur rôle peut être essentiel. Or c'est souvent sur ces questions secondaires que les désaccords prennent des proportions démesurées, paralysantes, alors même que sur l'essentiel l'accord existe.

Parlons concrètement. Le fonctionnement de tel Comité d'Action se trouva bloqué pendant près de trois semaines sur la rédaction d'un tract contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, les uns contestant le principe même d'une telle prise de position, les autres n'étant pas d'accord sur sa forme. Il eût été préférable que le C.A. laisse dans ces conditions le soin à chacune des tendances de s'exprimer à sa façon et avec ses propres moyens pour discuter d'activités qui pouvaient être faites en accord, et là, il n'y avait que l'embarras du choix. Vouloir absolument dégager une opinion commune lorsqu'il n'y en a pas, c'est se condamner à l'immobilisme. Il vaut mieux, lorsqu'un tel cas se présente, renoncer à l'expression commune sur ce terrain précis.

Mais cela exige la claire conscience d'une chose essentielle. Les C.A. sont une des expressions du courant révolutionnaire qui est sorti renforcé des événements de mai, courant radicalement distinct dans ses buts des courants bourgeois ou bureaucratiques. Par-delà les divergences qui séparent les différentes tendances de ce courant révolutionnaire, elles ont toutes la même perspective, les mêmes tâches à accomplir : défendre les idées révolutionnaires, lutter contre l'influence néfaste des bureaucraties politiques et syndicales sur la classe ouvrière.

Il est néfaste, inadmissible et même criminel à longue échéance de gaspiller le potentiel d'énergie révolutionnaire représenté par les Comités d'Action à des discussions stériles sur ce qui nous sépare les uns des autres, en abandonnant la défense des idées révolutionnaires devant les masses au dépens des polémiques en vase clos. Si les C.A. s'engagent dans une activité, les divergences entre tendances trouvent leur vraie dimension : une affaire entre militants. Mais le devoir d'un militant révolutionnaire est de militer, de défendre les idées révolutionnaires devant les masses, devant la classe ouvrière en premier lieu. N'y a-t-il pas, dans un quartier comme dans le pays, suffisamment de problèmes sur lesquels les révolutionnaires, par-delà les divergences, ont un avis commun, une position commune à défendre ? Les divergences existent, mais ne vaut-il pas mieux que chaque révolutionnaire d'un C.A. « aille aux masses » avec ses idées, ses conceptions propres plutôt qu'il n'y aille pas du tout ? Ne vaut-il pas mieux que des révolutionnaires, maoïstes, anarchistes ou trotskystes collaborent pour dénoncer par tracts, affiches, prises de parole les méfaits du régime capitaliste ? Quitte à ce que chacun le fasse avec ses arguments propres, plutôt qu'aucun d'eux ne le fasse ? Le rôle d'un C.A. n'est pas de trancher des divergences qui s'enracinent parfois dans la tradition d'un siècle, mais de coordonner les énergies révolutionnaires éparses, en faire une force agissante sur le quartier.

Prenons l'exemple concret de la lutte actuelle des étudiants au sein des facultés. Ne serait-il pas indispensable que le Comité d'Action de quartier multiplie les prises de parole devant les usines, sur les marchés le dimanche matin, pour expliquer la signification de la lutte des étudiants et pour dénoncer la répression bourgeoise comme l'écœurante attitude des bureaucrates ? N'est-il pas de son devoir par la même occasion de s'adresser aux étudiants du quartier pour leur dire que leur devoir est de ne pas se cantonner à la lutte purement universitaire, mais d'aller vers les masses ouvrières, en premier lieu vers celles de leur propre quartier.

Un anarchiste ne s'expliquera pas de la même manière sur ces questions qu'un maoïste, un trotskyste ou un sans-tendance ? A la bonne heure ! Mais la réaction des bourgeois, des bureaucrates, prouvera très rapidement qu'ils savent bien nous confondre tous dans la même haine.

C'est un exemple mais il en existe mille autres. Dans un arrondissement populaire comme celui de nos correspondants, il existe une multitude de petites entreprises où les ouvriers subissent une exploitation éhontée. Aller aux masses, c'est aller devant ces entreprises, prendre des contacts avec les travailleurs, réfléchir avec eux sur ce qui peut être fait, apprendre d'eux la façon dont le C.A. peut jouer un rôle au milieu des ouvriers.

Aller aux masses dans un quartier, c'est aussi aller discuter avec ceux qui font la queue devant le bureau de chômage. C'est expliquer aux ménagères les raisons des hausses des prix. C'est dénoncer l'attitude de la police contre les jeunes du quartier.

Là encore, les différentes tendances s'exprimeront différemment. Mais finalement elles défendront la même position fondamentale, celle d'une oppostion intransigeante contre le régime capitaliste, qui engendre le chômage, la hausse des prix, la répression, celle d'une opposition intransigeante contre les bureaucraties dont l'emprise sur la classe ouvrière permet à ce régime de se perpétuer. L'essentiel, c'est que cette position fondamentale soit défendue partout où c'est possible, partout où il y a des militants révolutionnaires, partout où il y a un Comité d'Action.

Et puis, il y a tout un travail à faire en direction de ceux qui sont influencés par les bureaucraties, par celle du P.C. en particulier. Il ne pourra pas y avoir un mouvement révolutionnaire en France si les militants révolutionnaires ne sont pas capables de gagner les ouvriers, les jeunes sous l'influence du P.C. et pour commencer d'ébranler leur confiance dans une direction qui les trahit. Que le C.A. organise par exemple systématiquement tous les dimanches matin des discussions avec les vendeurs de l'Huma dimanche, qu'il profite de ces discussions pour tenir des meetings dénonçant les directions traîtres. Que les jeunes révolutionnaires s'inscrivent dans les mouvements de jeunes communistes, qu'ils apprennent à les convaincre.

La perspective est vaste et les tâches immenses. Elles peuvent être accomplies ensemble. Elles peuvent l'être sans qu'aucune des tendances renie ses idées propres ou les mette en sourdine. Le choix n'est pas entre un Comité d'Action où on débat des divergences mais où on n'agit pas, ou bien un autre où on essaie de trouver un impossible compromis politique pour servir de base d'action. Cette base existe en dehors de tout cela. Elle est au-dessus des divergences. Et c'est cette base commune qui nous oppose tous, les uns comme les autres, aux bourgeois et aux réformistes de tout poil.

AU JAPON

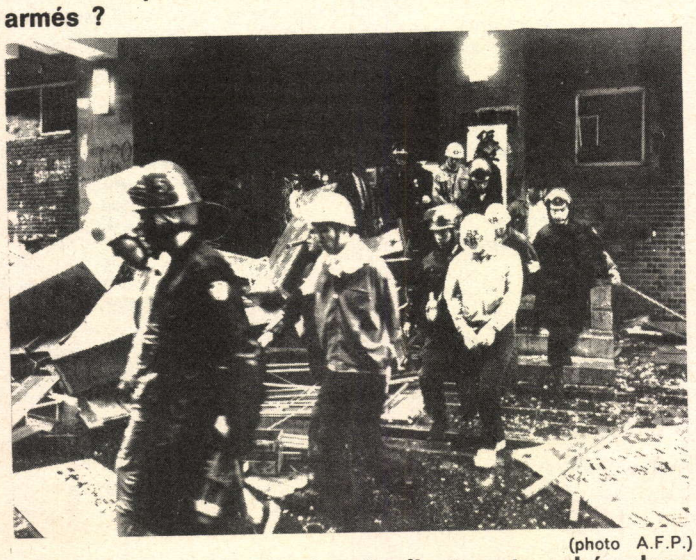
LA LUTTE DES ETUDIANTS CONTINUE

Les rebondissements des luttes étudiantes en France ont fait oublier qu'au Japon la Zengokuren, syndicat étudiant d'extrême-gauche mène depuis déjà plusieurs années une lutte dure et difficile contre la guerre et pour les libertés démocratiques. En septembre, les étudiants de Tokyo ont occupé des bâtiments universitaires malgré les assauts des forces de police.

(photo A.F.P.)

Un groupe d'intervention de la police japonaise à l'assaut de l'université Nihan, de Tokyo.

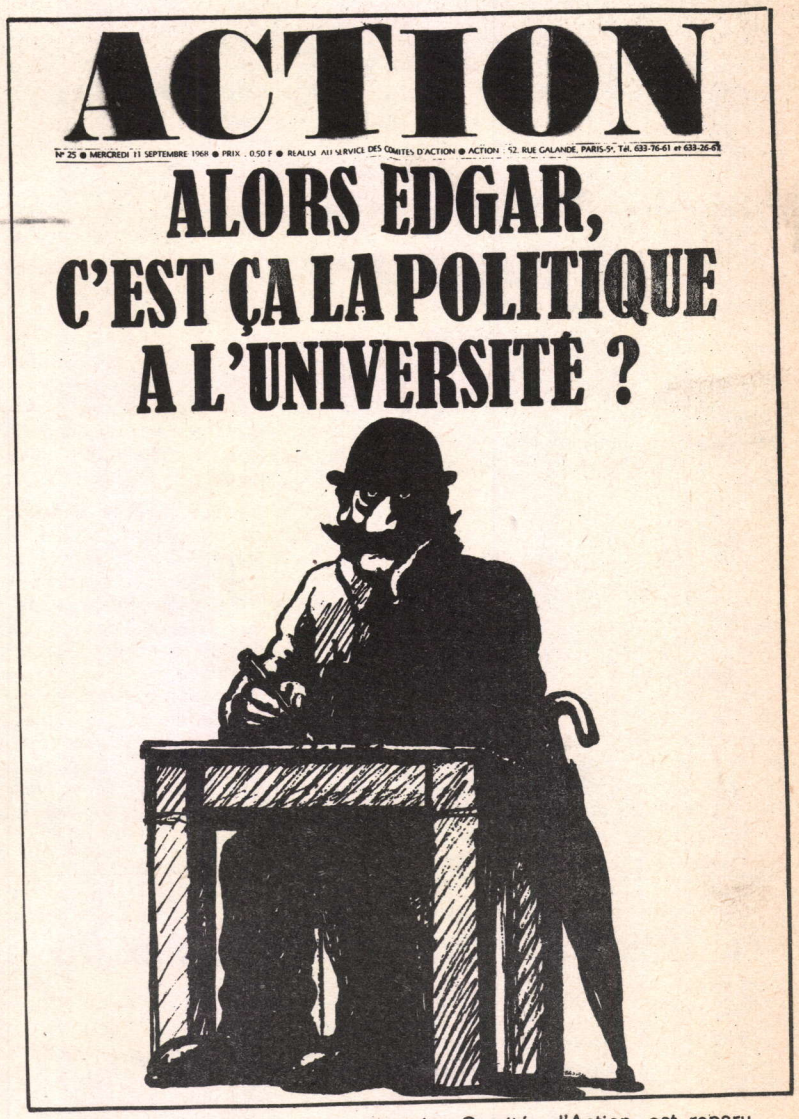
— A quand la dissolution au Japon des groupes armés ?



(photo A.F.P.)

Trois jours après, les étudiants retranchés dans la Faculté depuis cinq jours sont emmenés, menottes aux poings.

(Casques et costumes noirs : les policiers — Casques blancs : les étudiants).



ACTION, organe au service des Comités d'Action, est reparu après les Vacances. Ci-dessus la reproduction de la première page du deuxième numéro de la rentrée.

Les lecteurs pourront y trouver des articles sur la rentrée universitaire, l'enseignement technique, la vie des Comités d'Action.

Lisez, diffusez et aidez **ACTION.**

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication
Michel Rodinson

Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris